

Objet : ICPE – Régularisation de l'atelier d'entretien et demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière STAR sur la commune de Margon

Réf : Dossier reçu le 2 avril 2002 concernant la modification des conditions d'exploitation
Transmission préfectorale du 20 octobre 2010 concernant la régularisation de l'atelier d'entretien
Compléments de l'exploitant reçus le 21 septembre 2012

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des
Sites, formation « carrières »**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

REGULARISATION DE L'ATELIER D'ENTRETIEN ET
DEMANDE DE MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIERE

SAS STAR

COMMUNE DE MARGON

PJ : - plan de localisation
- projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires

1. Identification du pétitionnaire

Raison sociale : STAR
Forme juridique et capital : SAS au capital de 2 020 200 €
Siège social : route de Craon 53800 Renazé
Responsable : RIVAIN Yves, Directeur général opérationnel
SIRET : 556 150 175 000 90

2. Renseignements sur l'établissement

Nature : Carrière à ciel ouvert et installation de premier traitement des matériaux
Situation : Commune de Margon lieu-dit "La Borde"
Surface : 36ha 97a 37ca
Actes administratifs : - Arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2001 régularisant l'exploitation de la carrière et de l'installation de premier traitement des matériaux
- Arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2001 valable jusqu'au 17 juin 2015 autorisant l'extension de la carrière
- Arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2003 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière
- Arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2005 relatif au montant des garanties financières

3. Objet des demandes

3.1 Modification des conditions d'exploitation

Par courrier du 29 mars 2002, la SAS STAR, représentée par M. LE BELLER, a sollicité la modification du mode d'extraction des sables et graviers pour sa carrière située à Margon.

L'exploitant souhaite que lui soit possible l'utilisation d'une dragueline avec convoyage des matériaux par tapis en remplacement d'une drague flottante avec refoulement hydraulique des matériaux jusqu'aux installations de traitement. Il motive sa demande pour les raisons suivantes :

- la présence au sein du gisement d'une dalle de sable concrétionné rendant difficile l'extraction par une drague aspiratrice,
- la possibilité, au niveau des zones d'extraction, de créer des plates forme permettant de stocker temporairement les matériaux afin qu'ils soient essorés sur place. Les matériaux sont ensuite envoyés vers l'installation de traitement par une bande transporteuse. Ainsi, le système d'essorage et de refoulement hydraulique des eaux de lavage qui pouvaient poser un problème de communication entre les eaux de lavage et de transport ne seraient pas utilisés,
- la dragueline sera équipée d'un bac de rétention évitant toute fuite d'hydrocarbure au niveau du moteur,
- les systèmes hydrauliques de la dragueline et du chargeur de reprise des matériaux seront à base d'huiles végétales.

Par courrier du 21 septembre 2012, l'exploitant a complété sa demande en précisant les modalités de ravitaillement de la dragueline. Celui-ci s'effectue au-dessus d'une aire étanche à l'aide d'un camion ravitailleur. Les eaux pluviales ruisselant sur cette aire transitent par un débourbeur déshuileur avant leur rejet dans le milieu naturel. Un kit antipollution est également disponible lors du ravitaillement. Le camion ravitailleur est équipé d'une vanne manuelle d'arrêt de l'alimentation entre la cuve et le pistolet distributeur.

3.2 Atelier d'entretien

Par courrier du 14 octobre 2010 complété le 21 septembre 2012, la société STAR a adressé à M. le Préfet un dossier visant à la régularisation de l'atelier d'entretien présent à proximité des installations de traitement des matériaux que la société exploite sur la commune de Margon.

L'atelier d'entretien, construit en 1988 puis agrandi en 2005, a une surface total de 461m² (des permis de construire datés des 20 septembre 1988 et 10 août 2005 sont joints au dossier). Cet atelier permet à la société STAR d'effectuer l'entretien (réparation, maintenance, vidange) de tous ses engins qu'ils soient utilisés dans la carrière ou non. Ainsi, l'atelier est équipé d'une fosse permettant l'intervention sous les véhicules. Cette fosse est munie d'un dispositif permettant la collecte des huiles usagées et leur évacuation vers une cuve de stockage d'une capacité de 3m³. Cette cuve est enterrée et possède une double paroi.

Dans l'atelier sont également stockés les produits nécessaires à l'atelier (fûts d'huile neuves, additif pour carburant, liquide de refroidissement). Les pièces détachées, les déchets issus de l'activité (batteries, gants, chiffons souillés, liquide de refroidissement usagé) ainsi que les bouteilles d'oxygène et d'acétylène utilisées pour les opérations de découpage sont stockés à l'extérieur.

Par ailleurs, une plate forme de lavage des engins est implantée au Nord du bâtiment. Les eaux servant au lavage sont collectées et traitées via un débourbeur séparateur puis rejoignent le réseau d'eaux pluviales du site. Le débourbeur séparateur est équipé d'un dispositif d'alarme permettant de signaler l'engorgement du dispositif. Une vanne de coupure permettant de confiner les eaux est présente en sortie de débourbeur.

Une partie de l'atelier est située en zone inondable d'aléa faible. La cote de référence, définie dans le PPRNP (Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles), située la plus proche de l'atelier est de 107,85m NGF. Le niveau du plancher de l'atelier est de 107,58m NGF soit 27cm en dessous de cette cote de référence (le niveau du plancher de l'extension de l'atelier est le même que le niveau du plancher initial car la société STAR a argumenté, lors de la demande de Permis de Construire, qu'une différence de plancher pouvait compromettre l'utilisation de l'extension). Ainsi, en cas de crue de l'Huisne, l'atelier et la plate forme de lavage peuvent être inondés.

Le PPRNP prévoit des conditions d'exploitation particulières pour certaines activités réalisées en Zone d'expansion des Crues. Ainsi, les matières polluantes stockées en espace clos à l'intérieur d'un bâtiment doivent être stockées à 20cm au-dessus de la cote de référence. Par conséquent, les matières polluantes stockées dans l'atelier doivent l'être à une hauteur de 47cm par rapport au plancher. L'exploitant précise dans son dossier que les stockages de produits polluants à l'intérieur de l'atelier ne se situent pas à une telle hauteur. Ainsi, l'exploitant propose, comme mesure de protection contre une inondation de l'atelier, d'implanter un batardeau aux jointures étanchéifiées sur chacune des ouvertures de l'atelier. Par ailleurs, l'exploitant précise que l'Huisne fait l'objet d'une surveillance par le Service de Prévention des Crues et que dès l'annonce de l'alerte en cas de crue, les déchets stockés à l'extérieur seront déplacés dans l'atelier et le responsable de l'atelier assurera la mise en place des batardeaux. De plus, l'exploitant indique que depuis l'établissement du PPRNP, un ouvrage de régulation des crues a été mis en place en amont de la carrière. Cette ouvrage vise à limiter le débit relâché lors de période de crue de l'Huisne. Ainsi, l'exploitant estime que le temps de réaction nécessaire pour la mise en place des batardeaux est compatible avec le temps de montée des eaux en cas de crue.

4. Avis de la DDT du 4 janvier 2013 concernant la régularisation de l'atelier d'entretien

« La construction concernée a été autorisée par deux permis de construire (PC2368800009 et PC236NG013). Le Service de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat émet un avis favorable à ce projet.

Dans le domaine du Plan de Prévention du Risque Inondation, le projet respecte les règles du PPRI qui prévoient des dispositions particulières pour les extensions, de plus, la submersion du bâtiment n'est que de 0,12m. L'ouvrage de régulation des crues de Margon ne devrait pas, ou peu, réduire l'inondation des bâtiments en crue centennale.

Dans le domaine de la Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques, la cuve n'est en théorie pas inondable et non susceptible de polluer. Néanmoins, une surveillance de cet ouvrage devra être envisagée dans le temps. La protection contre la pollution par les produits stockés, ou un sol pollué et lessivé, repose sur la mise en place de batardeaux comme indiqué dans le courrier de réponse de la société Star à la DREAL en date du 21 septembre 2012 qui précise que « *les produits liquides susceptibles de créer une pollution ainsi que les déchets stockés dans l'atelier seront protégés par l'obstacle étanche qui sera mis en place à chacune des trois ouvertures de l'atelier.* » et supposerait une étanchéité parfaite des bâtiments. Afin de s'assurer de l'efficacité du dispositif envisagé, des tests d'étanchéité devront être réalisés préalablement. De plus, il s'avère nécessaire d'envisager un dispositif de recueil des eaux souillées, par exemple par des pompes et de prévoir soit un réceptacle soit une procédure d'évacuation. Enfin, il est précisé qu'un contrôle annuel de la qualité des eaux sera réalisée par un laboratoire agréé. Les résultats devront être communiqués à l'administration, comme indiqué dans le dossier.

En conséquence, la DDT émet un **avis favorable** à la recevabilité du dossier sous réserve de transmission des compléments demandés et de prise en compte des observations formulées.»

Réponse de l'exploitant du 4 février 2013

« L'étanchéité des bâtiments est assurée par la longrine bétonnée sur laquelle repose l'ossature du bâtiment, sur la totalité du pourtour. L'étanchéité du béton est suffisante pour empêcher le passage de l'eau sur la durée d'une inondation centennale. Les seuls endroits où le bâtiment n'est pas étanche sont les trois ouvertures où sont installés les batardeaux ; c'est d'ailleurs pour cela que nous avons proposé cette solution. La hauteur des batardeaux est identique à la hauteur de la longrine.

Les résultats des contrôles annuels de la qualité des eaux sont régulièrement communiqués à l'Inspection des Installations Classées.

Le système de batardeau ne permettra pas l'inondation de l'atelier. Si toutefois, l'eau arrivait à pénétrer dans l'atelier, sans doute par quantité infime et contrôlable, celle-ci pourrait être dirigée vers les points bas, c'est à dire les deux fosses d'entretien encore accessible, qui sont d'ailleurs étanches. Celles-ci ont une capacité de stockage d'environ 8m³. Il suffira simplement de faire pomper l'eau polluée par une entreprise spécialisée, et de consigner cette action sur un registre.

La cuve servant pour le stockage des huiles usagées est placée et ancrée dans une fosse béton, sur laquelle repose une plaque métallique. L'étanchéité du couvercle est assurée par le positionnement d'un joint caoutchouc entre cette même plaque et le cadre supérieur de la fosse. La vidange de cette cuve est réalisée environ 3 fois par an, et nous proposons de contrôler cette étanchéité à chaque déplacement de cette plaque et de tenir un registre attestant de ce contrôle. »

5. Analyse de l'inspection des installations classées

5.1 Modification des conditions d'exploitation

L'article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2001 prévoit notamment que « *Le matériau est exploité à l'aide d'une drague sur ponton flottant, fonctionnant à l'électricité et utilisant des huiles hydrauliques végétales. La pulpe composée des matériaux extraits est transportée par refoulement hydraulique jusqu'aux installations d'essorage. Les matériaux essorés sont transportés par bandes convoyeuses jusqu'aux installations de premier traitement.* »

L'exploitant souhaite mettre en oeuvre un autre moyen d'extraction du fait de la présence d'une dalle de sable concrétionné d'une dureté supérieure au reste du gisement et ne pouvant être « cassée » par une drague sur ponton. Pour permettre l'alimentation de la dragueline, l'exploitant a mis en place une aire étanche reliée à un débourbeur déshuileur. A l'issue de ce traitement, les eaux devront respectées les caractéristiques prévues par l'article 6.4.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (pH compris entre 5,5 et 8,5, température inférieure à 30°C, concentration en MEST inférieure à 35mg/L, concentration en DCO inférieure à 125mg/l et concentration en hydrocarbures inférieure à 10mg/l).

Au vu des dispositions prises par l'exploitant, l'Inspection n'a pas d'observation à formuler sur cette modification hormis le fait qu'un kit antipollution permettant de recueillir les déversements d'hydrocarbures au niveau du sol ou au niveau du plan d'eau devra être présent lors des périodes d'activité de la dragueline et qu'une vanne de coupure devra être présente en sortie du débourbeur déshuileur et être actionnée lors d'une période de crue.

5.2 Atelier d'entretien

L'article 6.4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2001 prévoit notamment que « *l'entretien et la réparation des engins sont interdits sur le site.* ».

Or, un atelier d'entretien est présent sur site depuis 1988. Ainsi, l'exploitant a déposé un dossier de régularisation afin de prendre en compte l'existence de cet atelier. L'atelier est actuellement exploité selon les dispositions de l'arrêté d'autorisation, notamment celles concernant le stockage sur rétention des produits liquides polluants et concernant l'élimination des déchets dangereux.

La surface totale de l'atelier (461m²) fait que cette activité n'est pas classable au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Cependant, l'atelier étant situé en partie dans la zone d'inondation de l'Huisne, l'exploitant a précisé les mesures qu'il compte mettre en oeuvre vis à vis des dispositions prévues dans le PPRNP. Ainsi, le stockage des produits polluants dans l'atelier n'étant pas réalisé à une hauteur d'au moins 47cm par rapport au sol, l'exploitant propose que soit mis en place un batardeau à chaque ouverture du bâtiment. La DDT n'a pas émis d'objection à cette proposition tout en précisant qu'il convenait d'effectuer un test d'étanchéité. L'exploitant a d'ailleurs répondu à l'avis de la DDT en précisant qu'un test d'étanchéité serait également réalisé au niveau du couvercle positionné au-dessus de la cuve de stockage des huiles usagées.

Considérant la cinétique de montée d'une crue notamment au vu de la présence en amont d'un ouvrage de régulation des crues, du dispositif de surveillance et d'alerte du Service de Prévention des Crues, la proposition de l'exploitant paraît acceptable pour empêcher l'inondation de l'atelier. L'inspection propose cependant que la hauteur des batardeaux soit de 47cm minimum et que ceux-ci soient mis en place lors des périodes d'inactivité de l'atelier (week end et congés annuels).

6. Conclusion - Proposition

Au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, l'Inspection estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles.

L'article 6.2.3 (condition d'exploitation) de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2001 et l'article 6.4.1.1 (atelier d'entretien) de l'arrêté préfectoral du 30 août 2001 doivent être modifiés.

Conformément aux dispositions de l'article R512-31 du Code de l'Environnement et considérant les éléments fournis par le demandeur, le rapporteur propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières - de réserver une suite favorable aux demandes de la SAS STAR, conformément aux projets d'arrêtés préfectoraux ci-joint.